Conférence internationale sur le patrimoine culturel en Afrique : Un dialogue mondial autour des concepts d'intégrité et d'authenticité

Nairobi, Kenya, 6 – 9 mai 2025

NOTE CONCEPTUELLE

CONTEXTE

L'Afrique est dotée d'un riche patrimoine culturel matériel et immatériel. La Convention de l'UNESCO de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (Convention du patrimoine mondial) a favorisé l'essor de ce patrimoine en tant que moteur de développement durable, expression essentielle de l'identité culturelle et source de subsistance pour les populations. Malgré la ratification universelle de la Convention du patrimoine mondial en Afrique, le continent ne représente que 12,26 %, soit 150, des 1223 biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. En outre, l'Afrique compte également le plus grand nombre de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril (14 sur 56).

L'adoption de la *Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial représentative, équilibrée et crédible* par le Comité du patrimoine mondial en 1994, alignée sur la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO qui place l'Afrique et l'égalité des genres au rang de priorités globales, a permis d'importants progrès en Afrique, où des patrimoines spécifiques au continent ont pu être identifiés (par exemple, les paysages culturels et les sites archéologiques et paléontologiques). Cette Stratégie a également rendu possible le développement de nouveaux programmes de renforcement des capacités dans le secteur du patrimoine. Africa2009, par exemple, a permis la mise en place de deux centres régionaux de formation (*l'Ecole du Patrimoine Africain* (EPA), basée au Bénin et le Centre pour le développement du patrimoine en Afrique (CHDA), basé au Kenya). La création du Fonds du patrimoine mondial africain (FPMA) comme centre de catégorie 2 de l'UNESCO en Afrique du Sud en 2006 est aussi issu de cette stratégie. Depuis sa création, il aide les pays africains à préparer des dossiers de proposition d'inscription plus solides par le biais de son programme de formation à la proposition d'inscription au patrimoine mondial. Enfin, la Stratégie a donné lieu à l'introduction du cinquième « C » (pour Communautés) dans les objectifs stratégiques de la Convention du patrimoine mondial en 2007, conduisant à la reconnaissance du rôle des « communautés locales » dans les questions de patrimoine mondial, y compris la reconnaissance des systèmes traditionnels comme mécanismes légitimes de gestion des sites du patrimoine mondial.

Malgré ses réalisations, la Stratégie mondiale n'a pas pleinement réussi à garantir une Liste du patrimoine mondial plus représentative et équilibrée, car le patrimoine africain reste sous-représenté sur la Liste. Aujourd'hui encore, les méthodes et les pratiques de gestion du

patrimoine, y compris la compréhension et l'application des critères de la Convention de 1972 et des concepts de valeur universelle exceptionnelle (VUE), d'authenticité et d'intégrité, n'ont pas encore été pensées et appliquées dans le contexte de la transformation culturelle de l'Afrique. Cela a créé un écart entre la théorie du patrimoine, développée en milieu universitaire, et son application à l'échelle locale et régionale.

La compréhension des notions d'authenticité et d'intégrité doit donc être évaluée à l'aune du contexte africain, en respectant la perception qu'ont les différentes communautés de leur propre patrimoine culturel. L'authenticité du patrimoine est le résultat, notamment, d'un processus d'autodéfinition essentiellement culturel, socio-économique et politique. Il convient de souligner qu'il n'existe pas de traditions ou d'approches africaines unifiées à cet égard. Souvent, l'insistance sur l'originalité, associée aux notions d'authenticité et d'intégrité, conduit à négliger que les changements et la signification du patrimoine évoluent avec le temps. De fait, les concepts d'authenticité et d'intégrité ne sont pas figés. Chaque élément considéré authentique a en fait continuellement changé de forme, d'espace et de temps. Cependant, certains traits sont communs sur le continent. Par exemple, les sites patrimoniaux jouent un rôle important dans la vie quotidienne. Les frontières entre les expressions intangibles et tangibles de la nature d'une part, et la culture d'autre part, sont non conventionnelles et floues. Il convient de noter en particulier les points communs théoriques et philosophiques entre les notions de patrimoine et ses formes discursives, qui permettent leur identification et leur caractérisation collectives.

De nombreuses réunions régionales et nationales ont été organisées et ont abouti à l'adoption de déclarations et de documents d'orientation. Parmi les événements notables, citons la première réunion sur la stratégie mondiale en Afrique, qui s'est tenue au Zimbabwe en 1995 ; le premier document de position africain présenté à la 29e session du Comité du patrimoine mondial à Durban, Afrique du Sud en 2005 ; les réunions consultatives organisées dans le cadre des Trois cycles de soumission des rapports périodiques pour la région Afrique, approuvés par le Comité du patrimoine mondial lors de ses 26e sessions (2002), 35e session (2011) et 44e session (2021) ; Position et recommandations africaines pour le 40e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial (2012) ; la Déclaration de Ngorongoro sur la sauvegarde du patrimoine mondial africain en tant que moteur du développement durable (2016) ; et l'Appel à l'action d'Alger : Notre patrimoine vivant pour la renaissance africaine, approuvé par les ministres de la Culture de l'Union africaine (2018). Tous ces événements et choix politiques ont participé d'une réflexion globale sur l'évolution des dimensions du patrimoine mondial en Afrique.

Plus récemment, les États africains parties à la Convention du patrimoine mondial, contribuant aux discussions au sein du Groupe de travail à composition non limitée des États parties à la Convention du patrimoine mondial (GTCNL) sur la garantie d'une Liste du patrimoine mondial représentative, équilibrée et crédible, ont proposé une réflexion approfondie sur la question du patrimoine et de l'authenticité dans le contexte africain. La proposition a ensuite été adoptée lors de la 46e session du Comité du patrimoine mondial à New Delhi (2024), qui, dans la décision 46 COM 11, a recommandé de mener « une réflexion approfondie sur le patrimoine en Afrique, ainsi que dans d'autres régions, sur la compréhension et l'application de l'authenticité telle qu'exprimée par le Document de Nara de 1994 sur l'authenticité et la Charte de Venise de 1964

sur la conservation et la restauration ». La décision a également pris note de « l'intention de l'État partie du Kenya d'accueillir une réunion au Kenya en mai 2025 sur le thème de l'authenticité et de l'intégrité du patrimoine en Afrique ». 50 ans après la naissance de la Convention, c'est une décision importante et qui ouvre, pour le patrimoine mondial en Afrique et la mise en œuvre de la Convention, de nouvelles possibilités.

JUSTIFICATION

La tenue d'une consultation régionale sur le patrimoine culturel et les conditions pour satisfaire aux critères d'authenticité et d'intégrité en Afrique renforcera les stratégies et les approches existantes, ouvrira de nouvelles perspectives pour une meilleure mise en œuvre de la Convention sur le continent, et contribuera tant à accroître le nombre de propositions d'inscription africaines qu'à améliorer la gestion des sites déjà inscrits. Une réflexion et une consultation étendues permettront aux experts et aux communautés africaines, ainsi qu'à d'autres, de partager leurs recherches, expériences, savoirs et observations pour éclaircir les conditions liées d'une part aux critères d'authenticité et d'intégrité, et d'autre part à la conservation du patrimoine en Afrique.

Par conséquent, une conférence internationale sur le thème des notions d'authenticité et d'intégrité du patrimoine culturel dans le contexte africain aura lieu à Nairobi, au Kenya, du 6 au 9 mai 2025, dans le but de favoriser un échange de recherches, d'expériences, de connaissances et d'observations. Cette contribuera à l'identification, à la documentation, à la protection, à la valorisation et à la promotion du patrimoine de l'humanité en Afrique et au-delà. La Conférence réunira des participants africains et issus de partenaires internationaux parmi lesquels figureront des responsables gouvernementaux, des universitaires, des experts du patrimoine, des représentants des communautés, des ONG et des membres de la société civile impliqués dans la conservation et promotion du le patrimoine mondial.

La Conférence internationale cherchera, d'une part à interroger la compréhension des notions d'authenticité et d'intégrité du patrimoine en Afrique, et d'autre part à définir les moyens d'identifier davantage de biens du patrimoine africain afin de renforcer les efforts de protection. En définitive, la conférence contribuera à revisiter et approfondir les concepts d'authenticité et d'intégrité du patrimoine culturel, tant dans leur dimension théorique que pratique, dans le contexte africain.

OBJECTIFS

1. Favoriser une compréhension commune des notions d'authenticité et d'intégrité pour une meilleure identification, protection et validation du patrimoine de l'humanité :

La Conférence internationale constituera une plateforme dynamique pour partager des résultats, des présentations et des échanges, dans le but de parvenir à une compréhension partagée du concept de valeur universelle exceptionnelle et de prendre en compte les contextes régionaux, en particulier les notions d'intégrité et d'authenticité en Afrique et ailleurs. Cela favorisera l'introduction de nouvelles approches pour l'identification et la proposition d'inscription d'éléments du patrimoine africain au

patrimoine mondial, renforçant ainsi la représentation et l'équilibre de la Liste, par la valorisation et la préservation de nouveaux types de patrimoine.

1. Mobiliser un large éventail d'intervenants à travers un dialogue ouvert et inclusif.

La Conférence internationale servira de plate-forme inclusive pour la participation d'un large éventail de parties prenantes, notamment des décideurs, des universitaires, des experts du patrimoine, des ONG et des représentants des communautés concernées.

Elle mettra notamment l'accent sur une participation effective des communautés locales, des groupes minoritaires et des communautés autochtones à la gestion des sites du patrimoine culturel.

RÉSULTATS ATTENDUS

1. Recommandations au Comité du patrimoine mondial

La Conférence internationale a pour objectif de mettre en perspective et de discuter d'une compréhension commune des concepts d'authenticité et d'intégrité du patrimoine culturel, en théorie et en pratique, malgré les différences régionales liées aux mémoires individuelles et collectives. La conservation des éléments constitutifs d'un bien est essentielle pour en garantir l'authenticité. Ces recommandations seront partagées avec le Comité du patrimoine mondial sous forme de recommandation d'inclusion dans les Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, afin d'atteindre les objectifs de la Stratégie mondiale pour une Liste du patrimoine mondial représentative, équilibrée et crédible.

2. Documentation et publication

Une maison d'édition universitaire poursuivra la documentation de la discussion de la Conférence en publiant un volume évalué par des pairs. La publication présentera de manière scientifique différentes perspectives sur la relation entre authenticité et conservation, ainsi que sur les implications éthiques de la conservation dans les pays africains et ceux invités d'autres régions, afin de faire émerger une compréhension partagée des concepts d'authenticité et d'intégrité du patrimoine dans le contexte africain. Les articles et les interventions proposées seront examinées par le Comité scientifique de la Conférence internationale, et les auteurs dont les articles sont sélectionnés seront contactés pour recevoir des précisions et des instructions sur le processus de publication.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS (public)

- Les États parties à la Convention du patrimoine mondial, en particulier les 54 pays du continent africain
- Communautés locales et autochtones, représentants des communautés
- Des universitaires, des experts du patrimoine et des représentants des communautés de toutes les régions et de tout le continent africain

- Organes consultatifs du Comité du patrimoine mondial (ICOMOS, ICCROM et UICN)
- Centres de catégorie 2 de l'UNESCO
- Établissements de formation au patrimoine
- Universités, Chaires UNESCO, instituts de recherche et chercheurs
- Organisations non-gouvernementales
- Autres représentants régionaux

INTERVENANTS ET PARTICIPANTS

La *Conférence internationale sur le patrimoine culturel en Afrique* réunira un large éventail de participants, y compris, mais sans s'y limiter :

- Représentants des États parties à la Convention du patrimoine mondial
- Représentants des Organes consultatifs
- Des experts du patrimoine, des universitaires et des représentants des communautés
- Centres de catégorie 2 et établissements de formation du patrimoine
- Personnes de la communauté, y compris les peuples autochtones et les groupes minoritaires
- Représentants d'ONG

Les conférenciers sélectionnés seront choisis dans le cadre du processus de soumission des résumés, examiné par le comité scientifique, supervisé par le comité directeur.

COMMUNICATION

L'UNESCO, en collaboration avec le gouvernement de la République du Kenya et le Fonds du patrimoine mondial africain, assurera la visibilité du projet grâce à un plan de communication complet et spécialement adapté. Il mettra en évidence toutes les activités par le biais d'une campagne de communication qui cible les États parties à la Convention du patrimoine mondial et les experts du patrimoine mondial de toutes les régions, en mettant l'accent sur les réalisations et les impacts positifs de la conférence.

La portée mondiale sera renforcée par le biais des sites Web de l'UNESCO (siège et bureaux extérieurs), la portée régionale par le biais du site Web du Fonds du patrimoine africain, des sites Web des autorités compétentes de la République du Kenya, des institutions du patrimoine africain et d'autres partenaires, ainsi que des canaux de médias sociaux. Des sites Web mondiaux et régionaux publieront des actualités, des articles de fond, des vidéos, des photographies, des infographies et des œuvres multimédias. Le matériel lié au projet sera également diffusé parallèlement à toutes les activités mises en œuvre aux niveaux régional et national.